ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 2061

présenté par
M. Isaac-Sibille

ARTICLE 6

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

I. – À l'alinéa 15, après le mot :

« modalités »,

insérer les mots :

« d'administration et ».

II. – En conséquence, à l'alinéa 16, supprimer les mots :

« les modalités de l'administration ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement rétablit la rédaction initiale de cet article et supprime la possibilité de définir avec la personne les modalités d'administration de la substance létale.

L'aide à mourir doit demeurer un acte personnel, assumé et accompli par la personne elle-même, jusqu'au terme de sa décision. Autoriser l'administration de la substance létale par un tiers en l'absence de toute incapacité physique reviendrait à déléguer l'acte de mourir et la responsabilité de cet acte au professionnel de santé. Or, ce geste n'est pas médical : il relève d'un choix intime et d'une loi sociale, et ne doit pas relever d'un tiers - le médecin ou l'infirmier - excepté dans l'hypothèse où l'intéressé est dans l'impossibilité physique de s'administrer la substance létale.